



CUNFARENZA DI STAMPA

Aiacciu, u 15 di marzu di u 2025

TÉLÉPORTÉ D'AIACCIU : POUR QUE CESSE L'ABSURDITÉ !

Le téléporté d'Aiacciu, porté par la CAPA et cher à la mairie d'Aiacciu est un projet inutile, démesuré, ruineux financièrement et très coûteux d'un point de vue écologique et paysager. De plus, ce projet pose de nombreuses interrogations au plan sécuritaire.

Ce que nous disons aujourd'hui, nous le disions déjà il y a deux ans, à quelques mètres de là seulement.

Après notre opposition sur site et notre contribution à l'enquête publique en juin 2023, après la question orale posée par la conseillère municipale Danielle Antonini au maire et président de la CAPA, Stéphane Sbraggia, et dans le fil de notre communiqué d'hier, nous tenions donc à nous exprimer publiquement ce jour et symboliquement sur site, pour que cesse cette absurdité.

Dans son édition d'hier, le journal Corse-matin consacre deux pages aux déboires du dossier du téléporté d'Aiacciu et titre « Un modèle qui ne tient qu'à un fil ».

Dès 2023, Femu a Corsica, via son comité territorial « Aiacciu è circondu » annonçait un désastre économique et écologique et craignait une « bombe à retardement sécuritaire ».

Dès 2023, nous montions au créneau contre ce projet inutile, démesuré, aux coûts financiers – près de 40 millions d'euros – et écologiques exorbitants et injustifiés.

Contre ce projet voué à l'échec, financé à 70 % par l'État au titre du PTIC, avec le concours actif du Préfet Lelarge et sans concertation préalable avec la Collectivité de Corse sur l'opportunité d'un tel investissement au vu des réelles priorités pour la ville et la région ajaccienne.

Concernant les 30 % restants à financer, nous affirmions à l'époque que « considérant l'état des finances communautaires, nous émettons de sérieux doutes quant à l'opportunité et à la capacité de la CAPA à assumer des dépenses dont l'ampleur n'a d'égale que l'inutilité du projet ».

Dès 2023, Femu a Corsica interpellait le président de la CAPA Stéphane Sbraggia, maire d'Ajaccio, ainsi que l'État, concernant l'aspect sécuritaire du projet en ces termes :

« La zone couverte est caractérisée par une forêt de chênes, du bas maquis inflammable, mais aussi des résidences, des équipements collectifs (diverses installations sportives, palais des sports, stade, collège, hôpital) et une zone commerciale.

Selon nous, ce secteur cumule un triple risque :

- Un risque incendie, feux de forêt et habitation ;*
- Un risque technologique ;*
- Un risque industriel.*

La CAPA a-t-elle anticipé ce triptyque de risques auquel il faut rajouter la sécurité des personnes, notamment des usagers du téléporté, et donc le respect des plans et procédures d'évacuation ?

Les effectifs actuels sont-ils suffisants pour prévenir et éventuellement répondre à ces risques, a fortiori durant la période de forte tension estivale ?

Nous demandons des réponses claires sur les mesures et les dispositifs, les moyens matériels et humains mis en place afin de garantir la sécurité des personnes et des biens face à ces risques, a fortiori dans un contexte de dérèglement climatique et de bouleversement météorologique ».

La CAPA et l'État n'avaient même pas daigné répondre aux citoyens, Ajacciens et Corses que nous sommes !

Au cours d'une conférence de presse tenue sur site le 23 juin 2023, avec Femu a Corsica, nous déplorions déjà **l'entêtement de la majorité municipale et communautaire** sur ce projet insensé, démesuré et très largement impopulaire.

Aujourd'hui, fidèle à sa position de toujours, au nom du pragmatisme qui l'anime et de l'intérêt général qui le guide, Femu a Corsica exprime son inquiétude sur l'impact environnemental, mais aussi économique :

- Au plan environnemental : la ville d'Aiacciu n'a bénéficié d'aucune dérogation de destruction d'espèce protégée ; une grande partie du site fait l'objet d'un statut de protection (Obligation Réelle Environnementale sur 30 ans et mesures de gestion associées) ; Les aménagements relatifs au téléporté sont en opposition totale avec la politique de préservation du site, l'intervention d'engins lourds et les obligations légales de débroussailllements sont des menaces directes pour la faune sauvage ; des destructions d'habitats et d'individus (tortues, orchidées...) ont déjà été constatées. L'enjeu du Milan Royal n'a pas du tout été pris en compte, les oiseaux ne pourront donc plus nicher sur le site ;

- Au plan économique : le déficit annuel annoncé d'un montant de 1,4 M€ amputerait le budget de la Muvitarra d'environ 15 M€ sur les dix prochaines années, en sachant que cette dernière est déjà déficitaire de 2,5 M€... Le seuil de rentabilité de ce téléphérique est estimé à 7000 passages/jours... Utopique lorsque nous connaissons les réalités de notre territoire. De plus quid des 6M€ manquants demandés par la CAPA pour finaliser le projet... Un véritable gouffre financier lorsque nous connaissons l'état des finances communautaires et communales.

Nous ne parlerons même pas du mépris pour la toponymie, même si elle interpelle et choque en matière de sauvegarde et de promotion de l'identité ajaccienne, de la langue et de la culture corses. Quand Sant Anghjulu devient « Angelo » et U Stilettu le « Stiletto ».

Après de multiples sollicitations ces dernières heures, Femu a Corsica se veut aujourd'hui se faire le relai de très nombreux citoyens-contribuables d'Aiacciu et du Pays ajaccien, inquiets et résolument opposés au projet en cours.

Attentif à leur sentiment et à leur expression, et dans le respect de son opposition constante au projet, Femu a Corsica formule aujourd'hui trois séries de demandes immédiates :

- Premièrement, **nous demandons à la CAPA et à la mairie d'Aiacciu de cesser leur entêtement catastrophique sur ce projet et d'organiser, dans les plus brefs délais, un conseil municipal et un conseil communautaire exceptionnels**, cette opération risquant en l'état de plomber les finances de la ville et de la CAPA pour les mandatures à venir ;

- Deuxièmement, **nous demandons la commande et la réalisation d'une étude de faisabilité et d'une estimation chiffrée du démantèlement. Ceci afin de permettre de comparer le coût du démantèlement** au déficit d'exploration annuel prévu. Sur une période de 10 ans, ce déficit atteindrait environ 20 M€.

- Troisièmement, **nous réitérons notre demande déjà formulée en juin 2023 d'organiser une consultation populaire aux fins de donner la parole aux ajacciens et habitants du Pays ajaccien**. Parfaitement avisée par l'étude de faisabilité précitée, la population du Pays ajaccien pourrait ainsi décider démocratiquement de l'avenir de ce projet, en toutes connaissances de cause.

Il en va de l'avenir serein de notre ville d'Aiacciu, de toute la région et de ses habitants qui n'ont pas à payer l'incapacité, l'inconséquence et la folie des grandeurs de leurs actuels dirigeants.

POUR QUE CESSE L'ABSURDITÉ ET QUE LA MUNICIPALITÉ REVienne ENFIN À LA RAISON !